



PHILIPPE MARTINEZ, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CGT, L'APPELLE DE SES VŒUX ; LES FOYERS DE COLÈRE CONTINUENT À SE MULTIPLIER... POURTANT, LA SIDÉRATION L'EMPORTE SUR L'ACTION. POUR LE MOMENT

Crises sanitaire et économique : le printemps sera-t-il social ?

Météo Le 31 janvier, sur RTL, Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, dit souhaiter un printemps social. Le 4 février, la CGT organise, avec une intersyndicale (FSU, Solidaires, Unef, et plusieurs syndicats lycéens), une journée de mobilisation pour l'emploi et les services publics, contre la précarité. Chez Flunch, 1 244 emplois sont menacés, selon les syndicats. « Les entreprises de moins de 250 salariés représentent plus de 80 % des entreprises aidées, et aussi plus de 80 % du montant total des aides, pour tous les dispositifs, y compris le prêt garanti par l'Etat », a expliqué Benoît Cœuré, président du Comité de suivi et d'évaluation des mesures d'urgence.

« Les braises sont bien là, mais y aura-t-il du vent ? » En termes poétiques, Sylvain Boulouque, historien, spécialiste des mouvements sociaux (*), pose la question d'une éventuelle explosion de colère. Philippe Martinez, lui, cherche à faire lever ces orages désirés. « Je souhaite un printemps social », déclare le secrétaire général de la CGT, le 31 janvier, sur RTL. Et d'agir en conséquence.

A la fin de janvier, la CGT a organisé plusieurs journées de mobilisation. Le 4 février, elle est au cœur de l'intersyndicale (FSU, Solidaires, Unef et plusieurs syndicats lycéens) qui appelle à une série d'actions, un peu partout en France. « Il y a la crainte des salariés précaires de ne plus retrouver de contrats, l'inquiétude qui pèse sur ceux qui sont en chômage partiel et des entreprises qui profitent de la crise pour licencier alors qu'elles ont bénéficié d'aides publiques », estime Céline Verzeletti, secrétaire confédérale de la CGT. Sanofi, Total, Nokia, font partie des

exemples les plus cités par le syndicat. Le combat pour la conditionnalité des subsides versés par l'Etat est un des thèmes de revendication de la journée du 4 février.

La CGT est dans sa posture classique. Pourtant, son analyse de départ est assez largement partagée : la colère sociale existe. « Je distingue trois grands foyers possibles, détaille Sylvain Boulouque, celui des salariés dans les entreprises, qui peut conduire à un syndicalisme d'action directe, avec des désespérés, revenus de tout, prêts à détruire l'outil de travail. Ce seraient des explosions spontanées, impossibles à prévoir. Ensuite, les professions frappées de fermetures administratives pourraient réagir par une forme de violence analogue à celle du mouvement lancé par Pierre Poujade, en 1953, l'Union de défense des commerçants et des artisans. Enfin, troisième source possible, les étudiants. Pour l'heure, ils sont apathiques, mais il n'est pas sûr qu'ils le restent. »

Risque de radicalisation. Céline Verzeletti reconnaît le risque de radicalisation : « Si la colère ne peut pas s'exprimer, si les gens se sentent impuissants et obligés de subir, oui, ils peuvent avoir des attitudes suicidaires et s'en prendre à l'outil de travail. Cette violence, les salariés de Pôle emploi disent devoir l'affronter au quotidien. » Les raisons de désespérer ne manquent pas, celles de se révolter ensemble, si. « Le syndicalisme n'est pas facile quand les salariés sont disséminés entre télétravail, pré-sentiel ou maladie, explique la cégétiste. Nous nous adaptons, nous faisons des AG en visio et cela marche : certains qui ne seraient jamais venus physiquement se connectent parce qu'ils se sentent très isolés. »

Mais personne n'a encore osé les journées d'action en visio. Celles de la fin janvier n'ont pas eu le succès espéré. En particulier, le 21 janvier, dans la santé. Les personnels sont épuisés, concentrés sur leur travail, peu disposés à faire

grève ou manifester. Certes, le secteur de l'énergie est mobilisé, mais parce que les syndicats sont soudés dans la lutte contre Hercule, le projet de transformation d'EDF.



La mobilisation des jeunes va décider en grande partie de la tournure de potentielles manifestations. Photo : SIPA PRESS

Au niveau national, les centrales sont loin de partager les mêmes modes d'action. La CGT s'est trouvée dans l'intersyndicale avec des organisations contestataires comme elle. Force ouvrière ne veut pas multiplier les actions sans lendemain. « Je ne dis pas qu'il ne faut pas manifester s'il n'y a pas de revendication précise, explique Yves Veyrier, secrétaire général du syndicat, mais

il ne faut pas fatiguer les salariés. Le moment venu une solidarité sera nécessaire et il faudra l'organiser. »

« **Grosse fatigue** ». A sa manière, la CFDT prend acte du repli sur soi, du désintérêt pour ce qui fait commun. « Voilà pourquoi nous réclamons un comité d'experts en sciences humaines et sociales pour répondre à cette grosse fatigue avant qu'elle ne s'exprime », estime-t-on au sein de la centrale cédétiste.

Réflexe classique, les jeunes sont un gisement d'espoir ou de crainte, selon que l'on souhaite ou redoute un printemps chaud. « Ils sont à la fois dans le repli identitaire et dans le repli écolo-radical, mais je pense que cette seconde tendance est plus forte, estime Sylvain Bou-louque. On le voit avec leur mobilisation contre la loi sur la sécurité globale. Ces derniers jours, il y a eu des manifestations pro-PMA. La défense de la cause animale ou la suppression de la référence à Monsieur/Madame dans l'état civil, demandée par certains,

peuvent être le point de départ de mobilisations. »

Le retour physique des étudiants dans les universités sera-t-il le détonateur ? Dans les crises classiques, la contestation monte à la sortie. Ce fut le cas en 1920 après la Grande guerre, en 1936 après la crise de 1929, ou en 1968 avec le retour d'une croissance forte. Dans ces exemples historiques, il s'agissait de partager les fruits du progrès. Rien de tel dans cette crise qui est tout sauf classique. L'individualisme est une valeur montante et les intérêts des différents protagonistes sont contradictoires, par exemple entre soignants et profs qui veulent plus de sécurité sanitaire, et restaurateurs plus de liberté. Quel objet incongru pourrait servir d'étincelle ? ■

par Corinne Lhaïk
@clhaïk t

(*) Sylvain Boulouque vient de publier *Julien Le Pen, un lutteur syndicaliste et libertaire*, Atelier de la création littéraire, 2020.

